

Québec français



Projet d'investissement pour l'éducation

Roger Chamberland

Number 112, Winter 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/56243ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Chamberland, R. (1999). Projet d'investissement pour l'éducation. *Québec français*, (112), 1-1.

Au moment où vous lirez ces lignes, un nouveau gouvernement aura été élu, fort d'un mandat de quatre ans. Parmi tous les problèmes auxquels il devra faire face, il y en a deux qui, fondamentaux, devraient faire l'objet d'une attention plus soutenue : le financement du système d'éducation et l'endettement des étudiants.

Projet d'investissement pour l'éducation

PAR ROGER CHAMBERLAND

L'objectif du déficit zéro, qui a été l'obsession du précédent gouvernement, a tout ramené à un même niveau des domaines de financement sans dégager un ordre de priorité sur lequel bâtir l'avenir du Québec. L'éducation est pourtant le noyau dur de toute civilisation ; c'est sur la formation scolaire et civique qu'elle repose plus que sur les cotes de la bourse, la valeur de la monnaie et les investissements. Les coupures ont eu des effets dévastateurs sur notre système d'éducation et il serait inutile de revenir sur toutes les conséquences qu'elles ont entraînées. À tous les ordres d'enseignement, on a pu constater une perte au niveau de la qualité de l'enseignement (surcharge des groupes, disparition des postes clés dans le traitement pédagogique, diminution des ressources, etc.) et au niveau du milieu scolaire (fatigue chronique du corps professoral, démotivation, précarité de l'emploi et j'en passe). Les conditions dans lesquelles les enseignants doivent exercer leur profession ont connu de tels bouleversements, dont la déconfessionnalisation, que l'école est devenue un lieu de passage où l'acquisition du diplôme est plus importante que l'acquisition de connaissances, car

Le nouveau gouvernement devrait au plus vite revivifier le système scolaire et faire sentir à ceux et celles qui y travaillent qu'ils sont de véritables formateurs et que leur mission est essentielle dans la construction d'un monde meilleur.

le leitmotiv que l'on entend le plus souvent parmi les étudiants est de sortir au plus vite de ce milieu, diplôme en poche. Dorénavant, on ne fréquente l'école que pour se qualifier sur le marché du travail, indépendamment de ce que pourrait apporter véritablement la fréquentation de ce lieu de savoirs. Les récentes données sur le taux de réussite, ou d'abandon selon le point de vue où l'on se place, devrait faire réfléchir

lorsqu'on apprend qu'à peine 52 % des étudiants terminent leur cours collégial et à peine un peu plus les cours dits professionnels. Voilà des chiffres affolants qui suggèrent que nous nous penchions sur les causes de ces abandons qui, nous en sommes conscients, ne relèvent pas tous du système d'éducation à proprement parler, mais de la socio-dynamique propre au Québec.

Le nouveau gouvernement devrait au plus vite revivifier le système scolaire et faire sentir à ceux et celles qui y travaillent qu'ils sont de véritables formateurs et que leur mission est essentielle dans la construction d'un monde meilleur. Tout repose sur le financement, sur la manière de gérer efficacement une société qui doit compter sur ses forces vives que sont les jeunes en devenir.

De la même manière, il est scandaleux de penser que des étudiants puissent terminer leur éducation, forts d'un diplôme susceptible de leur ouvrir des portes, mais qui leur aura tout de même coûté des dizaines de milliers de dollars. L'étudiant qui, au terme de son cours universitaire, se voit contraint de rembourser son « hypothèque » scolaire, doit composer son avenir avec une dette pour les vingt ou vingt-cinq prochaines années. Qui, dans le système économique, en tire le plus de profits ? La réponse n'est pas à la fin de ce numéro, mais dans le rapport annuel des banques...

À défaut d'être gratuit, le système d'éducation devrait être mieux financé par le gouvernement d'abord, mais aussi par l'entreprise privée qui se laisse trop souvent tirer l'oreille dans son effort de participation au financement du système scolaire. Le gouvernement prélève une quote-part pour assurer le maintien du transport en commun près des grandes villes, et pour refaire le réseau routier, pourquoi le système scolaire ne pourrait-il pas bénéficier du même traitement et pourquoi le gouvernement ne prélèverait-il pas un pourcentage sur le profit des compagnies et entreprises, au titre de « Investissement à l'éducation ? »